

2 – ... face aux « démocraties »
occidentales

Heinrich Böll
et Leonardo Sciascia « ennemis de l'État »
(*L'honneur perdu de Katharina Blum*,
L'affaire Moro)

Chiara NANNICINI
(Facultés Universitaires de Saint-Louis, Bruxelles)

Dans une atmosphère tendue, dominée par la peur du terrorisme, par sa condamnation unanime dans l'opinion publique et par un intérêt morbide pour l'actualité et les faits divers – exploité par les médias –, la réflexion solitaire d'Heinrich Böll l'amène à publier un roman de dénonciation : *Die verlorene Ehre der Katharina Blum* (*L'honneur perdu de Katharina Blum*). À ce titre purement fictionnel, l'écrivain ajoute un titre alternatif plus éloquent : *Comment peut naître la violence et où elle peut conduire*¹. Le roman, paru en 1974, soulève aussitôt une polémique : la cible de l'écrivain, jugée responsable de la *violenze*, n'est pas le terrorisme mais la presse à scandale, représentée dans le roman par *LE JOURNAL (DIE ZEITUNG)*, un nom fictif derrière lequel chaque lecteur peut reconnaître le *Bild-Zeitung*.

Puisque Böll avait pris position deux ans auparavant contre l'acharnement des médias à l'égard du couple Baader-Meinhof (le groupe terroriste *Armée Rouge*), ainsi qu'à l'égard d'innocents accusés de complicité, son roman semble s'inscrire dans cette ligne de pensée. Peu importe que ses protagonistes ne soient pas des terroristes et que seule la campagne médiatique les accuse d'en être, cela suffit pour faire éclater la polémique.

¹ Heinrich Böll, *Die verlorene Ehre der Katharina Blum*, Cologne, Kiepenheuer & Witsch, 1974 ; *L'honneur perdu de Katharina Blum*, trad. S. et G. de Lalène, Paris, Seuil, 1975. Titre abrégé : KB. Pour les citations, les pages de l'édition originale sont indiquées suivies de celles de la traduction française.

Quelques années plus tard, en Italie, l'enlèvement et le meurtre du politicien Aldo Moro, perpétrés par l'organisation terroriste des *Brigades Rouges*, marquent le sommet d'un *crescendo* de doutes, de craintes et de discussions exacerbées au sein de l'opinion publique aussi bien que de l'élite politique du pays. En 1978, quelques mois après la tragédie, l'écrivain Leonardo Sciascia exprime son opinion sur le sujet dans un pamphlet ardent, à la manière de Voltaire et de Zola : *L'affaire Moro*¹. Le pays étant sous l'emprise du terrorisme, la polémique est inévitable : dans ce compte rendu, au lieu de s'en prendre aux Brigades Rouges, Sciascia accuse la classe politique entière de n'avoir rien fait pour sauver Moro de ses bourreaux, et même d'avoir profité de sa disparition.

Dans les deux cas, nous sommes confrontés à une situation analogue : pendant les années noires du terrorisme en Allemagne et en Italie – les *années de plomb* –, deux écrivains de grand renom (dont un lauréat du prix Nobel) prennent ouvertement position, non pour condamner les actions des terroristes, ce qui satisferait l'attente générale, mais pour dénoncer devant l'opinion publique *d'autres coupables*. En faisant cela*, ils soulèvent une tornade de réactions et de critiques, qui atteignent leur comble dans l'accusation de complaisance – voire de complicité morale – à l'égard des terroristes.

La forme

Böll et Sciascia font des choix génériques opposés : le premier opte pour une forme romanesque brève et cristalline, avec un protagoniste féminin comme dans *Portrait de groupe avec dame*² ; le deuxième emprunte le chemin de l'essai politico-littéraire, fidèle à ses habitudes qui s'inscrivent d'ailleurs dans la tradition italienne³. Pourtant, les deux œuvres révèlent une originalité inédite du point de vue narratif et stylistique. Le roman de Böll se présente

¹ Leonardo Sciascia, *L'affaire Moro*, Palerme, Sellerio, 1978 ; *L'affaire Moro*, trad. J.-N. Schifano, Paris, Grasset, 1978. Titre abrégé : *AM*.

² Heinrich Böll, *Gruppenbild mit Dame*, Cologne, Kiepenheuer & Witsch, 1971 ; *Portrait de groupe avec dame*, trad. S. et G. de Lalène, Paris, Seuil, 1973.

³ Voir les pamphlets politiques et judiciaires depuis Alessandro Manzoni (*Histoire de la colonne infâme*) jusqu'à Antonio Tabucchi (*La gastrite de Platon*).

d'emblée comme un compte rendu objectif à l'allure précise et méthodique, que l'auteur expérimente ici pour la première fois : « Le compte rendu qui va suivre procède, outre de quelques sources secondaires, de trois sources principales. Ces sources principales, dès à présent citées ici mais pour n'y plus revenir, sont : primo les procès verbaux des interrogatoires de la police, secundo l'avocat Me Hubert Blorna au profit duquel, tertio, le procureur Peter Hach, ancien camarade d'études, compléta de vive voix – confidentiellement, s'entend – les procès-verbaux desdits interrogatoires. » (9 ; 5). La citation de sources d'information et l'exposition précise des faits, des dates et des horaires, rendent le récit sobre et dépouillé, à l'instar d'une enquête policière.

Les faits qu'il serait peut-être bon de commencer par exposer sont brutaux : le mercredi 20 février 1974, donc en pleine période de carnaval, une jeune femme de 27 ans quitte son appartement vers 18 h 45 [...]. Le dimanche soir et presque à la même heure – pour être plus précis : vers 19 h 04 – ladite jeune femme sonne à la porte de Walter Moeding, commissaire de la brigade criminelle qui pour des raisons de service, donc non personnelles, est justement en train de se déguiser en cheikh. Elle lui déclare de but en blanc avoir le jour même vers 12 h 15 abattu chez elle de plusieurs coups de feu un journaliste du nom de Werner Tötges. (11-12 ; 7)

L'objectivité qui imite le récit journalistique pour aborder un sujet fictionnel entend donner au roman une impression d'histoire authentique – non sans rappeler des faits divers qui avaient fait la une des journaux. Évidemment, l'ironie du narrateur peut se glisser entre les lignes de ce compte rendu stérile pour y apporter un peu de piment (comme ici le commissaire en train de se déguiser en cheikh). Les déclarations du narrateur sur ses intentions, son insistance sur l'exposition des faits et sa revendication de sobriété accompagnent d'un bout à l'autre l'histoire de Katharina. Pourtant, dans la postface du roman de 1984, Böll qualifie son œuvre de « pamphlet déguisé en forme de récit » [*erzählerisch verkleidete Pamphlet*]¹. Il renvoie à une forme

¹ « Zehn Jahre später » (désormais abrégé en ZJ), in *Die Fähigkeit zu trauern. Schriften und Reden 1983-1985*, Bornheim-Merten, Lamuv, 1986, 32 (volume abrégé en *FT* ; les traductions sont de notre fait).

typique de la littérature occidentale et précise que celui-ci est écrit « contre LE JOURNAL ». L'apparence narrative ne doit pas dissimuler le message âprement critique, que l'histoire d'amour de quatre sous et le vieux motif de roman noir enrobent d'ironie.

De son côté, Sciascia se penche sur l'analyse de documents – les lettres de Moro et les communiqués des terroristes – avec l'attitude d'un philologue, comme s'il s'agissait d'un exercice littéraire. Il affirme cependant à plusieurs reprises avoir l'impression que la matière est plus romanesque qu'historique, surtout lorsque la situation atteint un tel degré d'absurdité qu'il est difficile de se restreindre à la chronique de l'actualité : « Ce récit, cet apologue [...] se conformait à l'irrésistible impression que l'affaire Moro avait déjà été écrite, qu'elle était déjà une œuvre littéraire achevée, qu'elle vivait désormais dans son intouchable perfection » (24-25 ; 27). Bien que Sciascia fasse ici allusion à l'inéluctabilité des événements ayant entraîné la mort de Moro, l'expression d'*œuvre littéraire* n'est pas le fruit du hasard. On la retrouve par exemple lorsque « une hypothèse » paraît « romanesque », lorsque « il se peut qu'on fasse ici du roman » ou lorsque enfin cette « histoire déjà œuvre littéraire » touche à sa fin¹. Par moments, le roman serait même un livre-enquête puisant son inspiration dans le genre policier (41-42 ; 49-50) – comme c'est le cas pour l'histoire de Katharina –, et la citation borgésienne placée en clôture du livre vient corroborer cette hypothèse : « il s'agit d'un roman policier [...]. Il y a un assassinat dans les pages initiales, une lente discussion dans celles du milieu, une solution dans les dernières. [...] la solution est fautive. Le lecteur, inquiet, revoit les chapitres suspects et découvre une autre solution, la vraie » (138 ; 179).

Il est donc bien difficile d'attribuer à *L'affaire Moro* une étiquette de genre. Déjà, pour parler d'un essai précédent (présentant des analogies stylistiques), *La disparition de Majorana*²,

¹ P. 45 (54), 75 (94), 111 (141).

² Leonardo Sciascia, *La scomparsa di Majorana*, Turin, Einaudi, 1975 ; *La disparition de Majorana*, trad. M. Fusco, in *Œuvres complètes*, Mario Fusco (dir.), Paris, Fayard, 2000, vol. II (1971-1983), 285-352.

Sciascia employait le terme de « racconto » car il n'aurait pas su, écrivait-il, comment l'appeler autrement¹.

Nous avons ainsi, d'une part, un pamphlet sous forme de roman qui se présente comme le compte rendu d'une enquête policière et, d'autre part, la chronique d'un événement d'actualité accompagnée des commentaires de l'auteur, qualifié de *racconto*, qui se rapproche parfois du roman.

Le procès

Dans le texte de Böll, les accusations adressées au JOURNAL se présentent sous plusieurs aspects. La démarche la plus typique consiste à confronter l'exposition objective du déroulement de l'enquête sur Katharina et la déformation méthodique qu'en font les articles du JOURNAL. En lisant ceux-ci, intégralement cités en caractères italiques, le lecteur peut constater la distorsion de la réalité. Le narrateur décrit ainsi le comportement du journaliste Tötges, notamment sa visite non autorisée au chevet de la mère de Katharina qui entraîne la mort de la malade (139 *sq.* ; 93 *sq.*), puis cite l'article correspondant dans l'édition du JOURNAL DE DIMANCHE, où la faute de ce décès est imputée à la jeune femme (155-157 ; 103-105). La comparaison inévitable entre la réalité et la déformation médiatique néfaste pousse le lecteur à former son propre jugement. Böll semble ainsi privilégier la voie de l'objectivité. Fidèle à son projet de compte rendu, il ne s'autorise presque aucune affirmation péremptoire, mais son exposition des faits n'est pas exempte d'indices et d'expressions susceptibles de favoriser la réaction scandalisée du lecteur. En feignant une objectivité absolue, il montre d'emblée le chemin à emprunter : « La mort de Mme Blum fut sans doute provoquée par un acte de violence, non intentionnelle pourtant » (139 ; 93).

Dans d'autres circonstances, l'opinion du narrateur est dissimulée derrière le style bureaucratique et juridique typique d'un procès-verbal, qui se révèle un instrument parfait pour faire le point de la situation et juger coupables les accusés :

¹ Massimo Onofri, *Storia di Sciascia*, Bari, Laterza, 1994, 190.

Comme il est à craindre que certaines allusions plutôt précises aux tenants et aboutissants de l'affaire ne soient considérées comme de simples insinuations et de ce fait négligées ou mal comprises, une remarque s'impose : LE JOURNAL, qui par l'entremise de son reporter Werner Tötges avait provoqué la mort assurément prématurée de Mme Maria Blum, a dans son édition du dimanche bel et bien rendu Katharina responsable de ce décès [...]. Voilà qui méritait d'être souligné, car on n'est jamais trop prudent. Rien ne prouve non plus que chacun ait pris pleinement conscience de toutes les contre-vérités, falsifications et diffamations imaginées par LE JOURNAL. (160-161 ; 107-108)

Ayant convoqué le lecteur dans le jury, le narrateur peut faire le procès du journaliste, pour le déclarer finalement coupable. Malgré la gravité indéniable de ces accusations, le rythme spasmodique du récit et l'exagération manifeste de l'intrigue se plient aux buts ironiques de l'auteur, à savoir ridiculiser la presse, l'opinion publique et les gens bien pensants :

Toutefois, sans s'associer à l'indignation du médecin, elle déclara simplement qu'elle méprisait cette sorte de criminels toujours prêts à détruire une existence, sinon que ces journalistes-là avaient manifestement pour consigne de ruiner la santé, la réputation et l'honneur de gens innocents. Le Dr Heinen, qui la croyait à tort marxiste (probablement avait-il lu aussi dans LE JOURNAL les insinuations de Brettloh, l'ex-mari de Katharina), quelque peu effaré par son flegme lui demanda si elle considérait ce procédé du JOURNAL comme un problème de structure. Faute d'avoir compris la question, Katharina se borna à secouer la tête. (145-146 ; 97)

L'ironie est évidente : même le médecin-chef de la clinique, un professionnel honnête et consciencieux, scandalisé à juste titre par l'acte criminel de Tötges, déclarant son intention de porter plainte contre LE JOURNAL, est influencé par les mensonges débités par ce dernier et reste insensible à la voix de la vérité représentée par la jeune femme, malgré sa simplicité. Le sarcasme de Böll n'épargne sûrement pas les lecteurs du *Bild-Zeitung*. Et comme ceux-ci sont très nombreux, ce n'est pas étonnant que son roman ait eu un tel impact sur l'opinion publique.

Revenons à la situation italienne de 1978. Dans son pamphlet, Sciascia n'épargne personne : selon lui, les politiciens, ayant refusé

catégoriquement de se plier aux demandes des ravisseurs au nom d'une *Raison d'État* virtuelle et anachronique, sont autant responsables de cette mort que les bourreaux. La dénonciation de l'écrivain s'exprime clairement dans son livre et en constitue le sujet principal. Lire *L'affaire Moro* suscite encore aujourd'hui une vive impression face à la force redoutable de ses affirmations. Toutes les institutions et les individus responsables y sont nommés d'un ton péremptoire l'un après l'autre, sans aucune hésitation : le ministre de l'intérieur et la police, le Parlement et le gouvernement, le parti de Moro, la DC, les politiciens pro-américains, le Vatican : « l'absence de l'onorevole Moro du Parlement, de la vie politique, est *plus rentable* – dans une direction déterminée – que sa présence » (26 ; 29). Comme son homologue allemand, Sciascia blâme également « l'atroce mystification » de la presse, en rappelant une phrase héroïque attribuée à l'épouse de Moro¹, par elle nettement démentie, et pourtant encore citée par les journaux, car « la femme était bien digne de ce mot qui n'avait pas été prononcé » (48 ; 58).

Sciascia ne s'octroie que rarement la permission de faire appel à l'ironie, car la situation ne prête pas à rire : la mort de Moro pèse sur la conscience des Italiens. Cependant, dans l'amertume qui le pousse à écrire ce livre – et à s'engager dans la vie politique active par la suite² –, se cache le sarcasme de l'intellectuel qui perçoit dans cet « État dur », patronné par démocrates chrétiens et communistes, une idéologie ridicule et absurde :

L'État italien est vivant, fort, sûr et dur. Depuis un siècle, depuis plus d'un siècle, il cohabite avec la mafia sicilienne, avec la camorra napolitaine, avec le banditisme sarde. Depuis trente ans il cultive la corruption et l'incompétence, dissipe les deniers publics en fleuves et en

¹ La phrase est : « Mon mari ne doit être troqué en aucun cas ». Comme la famille penchait pour la libération de 13 brigadistes demandée par les *Brigades Rouges*, Madame Moro ne pouvait que démentir avec véhémence (47-48 ; 57-58).

² Sciascia est élu député dans les rangs du parti Radical. En 1982, au sein de la Commission parlementaire d'enquête sur l'affaire Moro, il rédige un rapport : « Relazione parlamentare sul "caso Moro" », reproduit dans Antonio Motta (dir.), *Leonardo Sciascia. La verità, l'aspra verità*, Manduria, Lacaita, 1985, 75-91 ; « Rapport minoritaire présenté par le député Leonardo Sciascia », in *Œuvres complètes, op. cit.*, II, 537-668.

ruisseaux de malversations et de fraudes impunies. [...] Mais à présent, face à Moro prisonnier des Brigades Rouges, l'État italien se dresse fort et solennel. Qui ose douter de sa force, de sa solennité ? (63 ; 77)

Avec élégance et ironie, Sciascia se fait le *censeur* de l'État. Dans un moment rarissime de forte cohésion nationale – lorsque les partisans de la droite et de la gauche descendent ensemble dans la rue et tous les Italiens serrent les rangs pour *faire face* à la menace terroriste –, ce rôle est très dangereux à jouer. L'intellectuel idole de la gauche prend le risque de décevoir la plupart de ses lecteurs et plusieurs de ses collègues. Ce n'est donc pas étonnant qu'il ait été accusé de cynisme ou même d'extrémisme, et qu'on lui ait attribué à tort la devise de *Lotta continua*, « Ni avec l'État ni avec les Brigades Rouges »¹.

Comme par hasard, l'accusation d'être *un ennemi de l'État* se retrouve telle quelle dans les reproches adressés à Böll², après la publication de son roman. Son succès foudroyant³ ne fait qu'alimenter l'inquiétude des *patriotes* et envenimer leurs arguments contre un ennemi de l'État, un protecteur de terroristes, un exemple néfaste pour ceux qui le lisent, de plus en plus nombreux.

La faute

Böll et Sciascia sont allés à l'encontre de l'idéologie sociale et politique condamnant le terrorisme. En dénonçant *d'autres coupables*, ils ont commis la faute de ne pas dénoncer – ou pas assez – les terroristes, unanimement abhorrés pour leurs crimes. De plus, ils ont jugé la presse et le gouvernement co-responsables de ces crimes ou de crimes similaires, justement au moment où la population semble le plus apprécier l'une et l'autre, y compris la gauche du pays : après la coalition social-démocrate et libérale de Brandt/Scheel, c'est la coalition Schmidt/Genscher qui dirige la

RFA en 1974¹ ; en Italie le *compromis historique*, patronné par Moro, est censé inaugurer le premier gouvernement de collaboration entre les catholiques (DC) et les communistes (PC). La presse, de son côté, joue un rôle fondamental aussi bien pour l'information que pour l'engagement politique dans la période du terrorisme, dont quelques journalistes sont les victimes directes.

Dans les livres de Böll et de Sciascia, le public croit lire un message caché derrière les apparences : l'histoire de Katharina, au lieu d'une attaque contre la presse, cacherait une légitimation des terroristes ; l'apologue de Moro, abandonné à son sort par la classe politique, contiendrait une vision trop clémentine des Brigades rouges.

Pour Böll, l'engagement présumé pour la cause terroriste serait rendu crédible par sa précédente diatribe contre le *Bild-Zeitung*, parue dans le *Spiegel* en 1972 : « Il y a eu un titre dans le *Bild-Zeitung*, que je considère comme criminel. C'était le comble, c'était pour moi de la provocation »². Le titre, paru dans le numéro du 23 décembre 1971, était « La bande Baader-Meinhof commet d'autres meurtres », et l'article relatait le hold-up d'une banque qui avait fait un mort, mais aucun indice ne mettait en cause la responsabilité des deux terroristes, accusés explicitement par le journaliste – cet article avait d'ailleurs motivé l'intervention du Conseil allemand de la Presse.

Cette prise de position de Böll *en faveur* d'Ulrike Meinhof fait scandale. Ensuite, l'arrestation des deux terroristes en 1972 met un terme à la première vague de criminalité organisée et leur condamnation est exaltée dans les médias ; l'opinion publique considère la bataille de Böll comme déplacée et tendancieuse. Même la police voit d'un mauvais œil la position de l'écrivain : après une reprise des actions terroristes, sa maison de campagne dans l'Eifel est fouillée en juin 1972 à la recherche d'indices prouvant sa proximité avec les terroristes³.

¹ *Lotta continua* est un groupe d'extrême gauche, accusé par la suite d'activités terroristes.

² Voir « L'hostilité à l'égard de notre état » (« Feindschaft gegen unseren Staat ») dans le discours de Steinbuch, cité dans *FT*, 309.

³ Rappelons également la version cinématographique de Volker Schlöndorff (1975).

¹ « Les *gauchistes* se mettent en colère car le roman "se déroule" à une époque où nous avions un gouvernement de mi-gauche (ou devrais-je dire pseudo-mi-gauche ?) », *Zf*, 32.

² Heinrich Böll, « Will Ulrike Gnade oder freies Geleit ? », in *Spiegel*, 26, 3, 10 janvier 1972, 54-57.

³ Voir Viktor Böll, Markus Schläfer, *Fortschreibung. Bibliographie zum Werk Heinrich Bölls*, Cologne, Kiepenheuer & Witsch, 1997, 177.

La polémique se poursuit jusqu'à la publication du roman, qui présente des analogies avec le débat. D'abord, l'amant de Katharina (Ludwig Gönnen) est probablement impliqué dans le hold-up d'une banque et seulement soupçonné d'assassinat, mais il est aussitôt appelé *gangster* et *assassin* par les médias (27, 48, 53 ; 17-18, 31, 35). De plus, les journalistes sont des criminels, les policiers incompetents, les gens impitoyables et méchants des lecteurs passionnés par les nouvelles morbides du JOURNAL. Les premières recensions du roman avancent l'idée que l'écrivain *se serait vengé*¹.

Puisqu'il n'y a pas de véritables terroristes dans le roman, on peut constater que la mentalité générale a tendance à ne pas distinguer les crimes : le terrorisme devient un concept général qui englobe tout délit et qui en désigne la gravité. L'auteur s'intéresse au sort de « tous les gens qui sont traités comme des lépreux » pour avoir eu des contacts avec des criminels, comme il l'avait affirmé en 1974 à propos de la campagne diffamatoire des médias contre Peter Brückner², coupable d'avoir donné refuge au couple Baader-Meinhof (comme Katharina à Ludwig).

Encore plus évidente, la bienveillance de Sciascia à l'égard des *Brigades Rouges* consisterait non seulement dans la dénonciation d'autres responsables de la mort de Moro, mais dans son approche des terroristes. Dès le début du livre, Sciascia écrit : « il faut [...] reconnaître à cet ennemi, à ces geôliers, une éthique qu'on pourrait dire carcérale : mûrie à la lecture – ou à la rumeur – des textes de Foucault » (17 ; 17). Peu importe qu'il accuse les terroristes d'une *idéologie pétrifiée empruntée au stalinisme* : Sciascia loue à plusieurs reprises « leur zèle postal » non dépourvu de risques, qui permet aux lettres de Moro d'arriver à destination ; il apprécie « l'éthique carcérale » des geôliers apportant les journaux à Moro et lui cachant une mauvaise nouvelle, et souligne la profonde pitié du coup de fil final qui annonce le meurtre et donne les

¹ Voir les articles de l'année 1974, in V. Böll, M. Schläfer, *op. cit.*

² Dieter Zillingen, « Die verlorene Ehre der Katharina Blum. Interview mit Heinrich Böll », in *Bücherjournal*, Norddeutscher Rundfunk Hamburg, 19 octobre 1974, cité in B. Balzer, *op. cit.*, 16. Brückner, professeur de psychologie dans une Académie, sera suspendu en 1977 en raison de ses accointances avec le groupe terroriste.

indications pour retrouver le cadavre¹. Mais il y a d'autres passages incriminés, comme celui-ci :

je cherche à [...] comprendre « les hommes des Brigades rouges » [...] ceux d'entre eux qui sont chargés de garder Moro et qui font son procès : dans cette difficile, terrible familiarité quotidienne qui s'instaure inévitablement. Dans l'échange de paroles, familières ou d'accusation et de justification. Dans la consommation commune de la nourriture. Dans le sommeil du prisonnier et dans la veille du geôlier. Dans le soin à prendre de la santé de cet homme condamné à mort. Dans la lecture de ses messages et dans le risque couru à chaque fois pour les faire parvenir. Tant de menus gestes ; tant de mots que, par inadvertance, ils se disent, mais qui émanent des plus profonds mouvements de l'âme ; des regards qui se croisent aux moments les plus désarmés ; l'imprévisible échange d'un sourire à l'improviste ; les silences ; maintes occasions, maints moments, jour après jour – plus de cinquante – pour que geôlier et prisonnier, bourreau et victime, fraternisent. Au point que le bourreau ne peut plus être bourreau. (94 ; 117-118)²

Sciascia s'approche ici de sa thèse finale : les terroristes auraient été contraints de tuer Moro face au refus catégorique de toute négociation de la part des autorités. Sciascia voit plus de pitié et d'humanité du côté des geôliers que du côté des politiciens et anciens collaborateurs de Moro.

La défense

« On a diffusé farouchement la rumeur que ce *récit* serait un roman de terroristes », écrit Böll en 1984. Pourtant, « dans ce récit il n'y a pas un seul terroriste ni une seule terroriste – remarque-t-il – ce qu'on y trouve en revanche, ce sont les *soupçonnés* de terrorisme ». Voilà la première défense de Böll, dans son discours en réponse aux accusations dont son roman a été victime pendant dix ans. En particulier, l'écrivain s'adresse ici à Karl Steinbuch, qui, lors d'une assemblée de l'Association de soutien aux victimes de la criminalité et de prévention des délits donne en 1983 une conférence

¹ *AM*, 18 (19-20), 20 (21), 66 (81), 125-126 (161-162).

² Voir le témoignage des brigadistes Laura Braghetti et Paola Tavella, *Il prigioniero*, Milan, Feltrinelli, 2003, et le film de Marco Bellocchio, *Buongiorno notte* (2003).

ayant comme titre « Sur la responsabilité envers les victimes de la criminalité ». L'éminent informaticien, au lieu de citer les responsables réels de cette criminalité, s'en prend à l'écrivain Heinrich Böll :

Quelle part de responsabilité concernant la recrudescence des actions criminelles porte par exemple Heinrich Böll (et les nombreuses personnes qui partagent ses croyances) qui – surtout avec le livre « L'Honneur perdu de Katharina Blum » – a représenté le porte-parole de l'État de droit comme un pauvre idiot et les terroristes comme de purs idéalistes ? [...] L'écrivain national Heinrich Böll constitue un exemple extrême de l'hostilité à l'égard de notre État, lui à qui on a déjà reproché – selon moi, à raison – d'avoir « fertilisé » le terrain de la violence par « sa sympathie nuisible envers les bourreaux » (FT, 309).

Ainsi, dans une Allemagne fédérale bousculée par le terrorisme, Böll serait non seulement aussi dangereux que les terroristes, mais carrément leur complice, responsable de la violence criminelle. Ses idées seraient à éradiquer. Si les choix terminologiques et la gravité des accusations sont dictés par un nationalisme naïf et limité, l'argument crucial, contre les dangers représentés par la littérature (« la dangerosité particulière de Böll consiste en son excellente maîtrise de la langue »), n'est pas à prendre à la légère. C'est un argument classique, exploité par tous les régimes totalitaires : Italo Calvino a raison de dire que le vrai pouvoir de la littérature ressort dans les moments critiques, en défiant l'autorité¹.

La riposte de Böll à l'égard de son détracteur est imprégnée d'une ironie magistrale. Sa réaction face à la polémique générale est claire : la droite et la gauche sont contrariées, la police et le gouvernement se sentent visés, la presse fautive se reconnaît dans LE JOURNAL, mais Böll regrette seulement une chose : « le livre est presque trop inoffensif » (ZJ, 32). Il affirme clairement et à plusieurs reprises avoir voulu écrire une critique de la presse à scandale, arbitraire et puissante, capable de ruiner la réputation d'un innocent ou de multiplier les accusations injustifiées à l'égard

¹ Italo Calvino, « Usi politici giusti e sbagliati della letteratura » (1976), in *Una pietra sopra*, Turin, Einaudi, 1980 ; *La machine littéraire*, trad. M. Orcel et F. Wahl, Paris, Seuil, 1984.

d'un individu ayant déjà payé pour ses actions – fussent-elles des actes de terrorisme.

En 1977, une affaire réelle soulevée par le *Bild-Zeitung* évoque celle de Katharina : dans l'enquête sur le meurtre Ponto, un témoin croit reconnaître l'étudiante Eleonore Poensgen parmi les responsables du crime. Il n'en faut pas plus pour que le journal accuse la jeune femme, fille d'un juge respecté, d'être une « terroriste » sans aucune preuve¹. Au bout de quelques mois, E. Poensgen ayant été innocentée, le *Bild-Zeitung* est condamné à lui payer un dédommagement de 50.000 marks². Cet événement, qui a confirmé les craintes de l'écrivain (« je ne me réjouis jamais d'être prophétique », disait Sciascia) n'a pourtant pas convaincu l'opinion publique, pour qui Böll et d'autres intellectuels restent stigmatisés comme des amis des terroristes.

Une autre anecdote le confirme. Dans une émission télévisée consacrée par ZDF au groupe Baader-Meinhof, le modérateur Löwenthal accuse Böll et les « soi-disant intellectuels de gauche » d'être « des sympathisants du fascisme de gauche [...], guère meilleurs que les théoriciens fondateurs des nazis, qui ont apporté déjà une fois autant de malheur à notre pays »³. Quelques jours après, le quotidien *Westfälische Rundschau* relate de nombreuses menaces qu'à la suite de l'émission un certain Heinrich Böll, homonyme de l'écrivain et habitant à Düsseldorf, a reçues par courrier et par téléphone. Loin de relever la gravité de ces accusations aberrantes et injustifiées adressées à l'écrivain Böll et de se renseigner au sujet des menaces reçues par celui-ci, le journaliste préfère s'inquiéter du sort du pauvre retraité Heinrich Böll, qui n'ose plus sortir de chez lui, supplie de dévoiler à la télévision l'homonymie gênante et affirme à droite et à gauche n'avoir « rien à faire avec la politique ».

L'accusation de complicité avec les terroristes se retrouve également dans la polémique contre les intellectuels italiens. Au lendemain du 16 mars 1978, jour de l'enlèvement de Moro et du

¹ Il y a certaines ressemblances avec les articles du roman de Böll. Voir Ludwig Gerd, *Sprache und Wirklichkeit in Heinrich Bölls Erzählung Die verlorene Ehre der Katharina Blum*, Hofffeld, Bange, 1983, 109.

² Pour les articles sur « L'affaire Poensgen », *ibid.*, 110-111.

³ *Ibid.*, 106-107.

massacre de son escorte, les intellectuels italiens sont sollicités, surtout par le Parti Communiste et les organes de presse, pour condamner cet acte de violence. Dans la logique du « chantage »¹ qu'ils subissent, le silence et le non-engagement représentent « une forme de complicité avec le terrorisme », selon l'accusation formulée par Levi, directeur de *La Stampa*². Sciascia et d'autres (Moravia, Calvino, Cases, Bobbio) choisissent dans un premier temps de se taire, car ils ne se reconnaissent pas dans la rhétorique d'État qui bombarde les journaux. Les détracteurs font alors appel à la conscience morale des intellectuels et à la nécessité de prendre position dans un moment critique qui frôle, à leur avis, la guerre civile. Sciascia, avec Moravia, se défend en justifiant son silence par « une extranéité qui n'est pas indifférence » et, tout en reconnaissant sa douleur face à cette tragédie humaine, il insiste sur le fait qu'il ne se reconnaît guère dans l'État ni dans les partis politiques³. La formule *Ni avec l'État ni avec les Brigades Rouges* commence à désigner l'attitude de Sciascia et d'autres intellectuels, sans que ceux-ci ne l'aient jamais prononcée. Exaspéré par ce refrain, Sciascia affirme que s'il devait la dire, sa variante serait plutôt « Ni avec cet État, ni avec les Brigades Rouges »⁴. Mais cette précision est perçue plus comme un acquiescement pur et simple que comme l'expression d'une opinion différente.

Après la publication de *L'affaire Moro*, en 1978, la position de Sciascia devient trop manifeste pour qu'il puisse éviter les critiques les plus âpres. Les insinuations d'autrefois deviennent de véritables accusations ; Eugenio Scalfari, directeur de *La Repubblica*, lui en adresse de particulièrement graves : « L'enlèvement, la mort, les lettres de Moro ne sont qu'un prétexte dont l'écrivain se sert pour parler de lui-même, pour se défendre, pour attaquer et se venger de ceux qui, à son avis, l'ont offensé et ne l'ont pas suffisamment apprécié » et « son pamphlet est en

¹ Terme employé par Cesare Cases, in « Terrorismo e intellettuali », in *Il Manifesto*, 24 mars 1978.

² Arrigo Levi, in « Intellettuali e terrorismo », *La Stampa*, 25 novembre 1977. Voir Agostino Giovagnoli, *Il caso Moro. Una tragedia repubblicana*, Bologne, Il Mulino, 2005, 103.

³ Alberto Stabile, « Quella tragica foto di Moro : Intervista a Sciascia », in *La Repubblica*, 23 mars 1978, 1-2.

⁴ Matteo Colliura, *Il maestro di Regalpietra. Vita di Leonardo Sciascia*, Milan, Longanesi, 1996, 269.

même temps la défense de Moro et la vengeance de Sciascia... »¹. Or il est frappant de constater que l'analogie entre les deux polémiques s'étend jusqu'aux choix terminologiques des détracteurs. Car cette prétendue *vengeance* de Sciascia pour un affront personnel, alimentée par un égotisme exacerbé, renvoie directement au mythe de la vengeance de Böll qui aurait motivé, selon certains, la conception de son *roman-terroriste*². Böll et Sciascia, accusés d'avoir un but de *vengeance*, sont ainsi considérés comme des *ennemis de l'État*, détracteurs d'innocents (la presse et la classe politique) et protecteurs de criminels.

Heureusement, la polémique médiatique n'a pas entamé leur message, toujours valable trente ans après : le climat de violence et de mépris causé par la vague de terrorisme qui ébranle les deux pays est également la faute d'autres institutions. Ce climat a été amplifié par la presse, manipulé par les politiciens, exploité à des fins malhonnêtes dans son impact sur l'opinion publique, utilisé pour frapper des boucs émissaires choisis *ad hoc*. Parmi les instigateurs de ces manœuvres, Böll et Sciascia ont eu le courage d'en dénoncer quelques-uns qui jouaient avec succès le rôle de défenseurs d'un État en péril, mais qui en réalité tiraient profit de ce marécage politique et social.

¹ *Ibid.*

² « [L]e stéréotype de la "vengeance" de Böll montre qu'une grande partie de la réception se situait dans cet horizon d'attente », B. Balzer, *Heinrich Böll, op. cit.*, 15.